

*Budget—M. Stevens*

Je suis certain que tous les députés ont remarqué les allusions que le ministre des Finances (M. Chrétien) a faites au chômage. Il a fait deux déclarations très surprenantes. Il a en effet déclaré ceci: «Un important facteur de croissance de notre population active est le nombre de femmes qui travaillent.» puis: «Le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail s'est lui aussi fortement accru.» Si nous replaçons ces deux déclarations dans leur contexte, ce que le ministre des Finances dit au nom du gouvernement, c'est qu'il ne faut pas en vouloir au gouvernement pour le chômage, mais plutôt aux Canadiennes qui cherchent du travail ainsi qu'à leurs enfants qui en cherchent également.

Pouvons-nous supporter plus longtemps un gouvernement qui traite avec un tel mépris ce qui constitue peut-être un des plus grands atouts du Canada, c'est-à-dire notre population active?

**Des voix:** Non.

**M. Stevens:** Le principal défi que doit relever tout gouvernement, peu importe le pays, c'est certainement de veiller à ce que ceux qui désirent travailler trouvent l'emploi qu'ils veulent moyennant une certaine rémunération.

Voilà un budget qui ne renferme pas de mesure financière susceptible de vraiment favoriser l'embauche et qui nous garantit pratiquement que si rien ne change, le nombre de chômeurs non seulement se stabilisera au niveau actuel de 1,040,000 mais augmentera l'hiver prochain. Les députés ne peuvent vraiment plus avoir aucune confiance dans un gouvernement qui, par le truchement de son ministre des Finances, nous dit qu'il ne faut pas rejeter sur lui cette responsabilité, parce que celle-ci incombe plutôt aux Canadiennes et à leurs enfants qui cherchent du travail. Ils cherchent du travail, monsieur l'Orateur, parce que bien des familles éprouvent maintenant des difficultés à joindre les deux bouts, parce qu'il faut plus d'un gagne-pain pour pouvoir nourrir une famille.

● (1512)

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Les femmes et les enfants d'abord.

**M. Stevens:** Si nous voulons parler de la question du chômage, nous devons aussi aborder les problèmes qui lui sont liés, monsieur l'Orateur.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la dégringolade de notre dollar. Il faut d'abord parler de la grande incertitude que le gouvernement laisse planer dans toute cette affaire, en ne disant pas clairement à combien il estime que le dollar devrait être coté en ce moment. Si l'on en croit les spécialistes des milieux financiers, le ministre des Finances a été très maladroit face à la baisse du dollar. Cela nous a coûté trois ou quatre cents de plus que cela aurait dû nous coûter normalement, si l'on avait laissé le dollar flotter librement par rapport aux monnaies étrangères.

Pas besoin de se demander après cela pourquoi le marché international ne sait plus à quel cours le dollar canadien va

[M. Stevens.]

être coté. Ainsi, nous avons un ministre des Finances qui maintient qu'un dollar flottant c'est un dollar flottant. Pourtant, on apprend qu'il a puisé 1.5 milliard de dollars dans les précieuses réserves de dollars américains pour défendre ce qu'il prétend être, tout simplement, un dollar flottant.

Nous savons que le gouvernement a emprunté 750 millions de dollars sur le marché américain pour renflouer un peu ces réserves. Il semble qu'il doive en emprunter davantage. A n'en pas douter, l'un des motifs les plus pressants du budget dont nous sommes saisis aujourd'hui c'est ceci: l'administration a dû se faire dire qu'elle ne pouvait retourner à l'âge des marchés américains sans montrer les chiffres, pour l'année financière 1979, y compris la statistique budgétaire, de son administration. C'est une des exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis qui a poussé le gouvernement à présenter le budget actuellement à l'étude.

Peut-on alors se demander pourquoi le monde international est troublé, soucieux, quand nous avons un ministre des Finances qui parle d'un dollar flottant et qui semble presque totalement indifférent au niveau où il s'établira, et un ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) qui n'hésite pas à déclarer qu'un dollar à 90 c. lui convient, pour une raison qui m'échappe.

D'autre part, lorsque mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), a posé au ministre de l'Industrie et du Commerce une question qui, à ce qu'il me semblait, allait droit au but, au cours d'une séance du comité des finances, en lui demandant:

... le ministre serait-il inquiet si la valeur du dollar canadien baissait à 85 ou 80 c.?

Voici ce qu'un ministre de la Couronne, parlant au nom du gouvernement, a répondu:

Je serais inquiet si le dollar tombait à zéro. Je serais terriblement inquiet, car cela me prouverait que personne n'en veut.

**Une voix:** Quel brillant esprit!

**M. Stevens:** Il ne s'agit pas de propos rapportés par un journal. Il s'agit du compte rendu des délibérations du comité parlementaire des finances, où un ministre de la Couronne a dit qu'il ne s'inquiéterait réellement que si notre dollar tombait à zéro.

Je sais que l'on a dit par plaisanterie que le gouvernement ne s'inquiète pas tellement pour le moment de la chute du dollar puisqu'il lui reste encore 87 c. à descendre, mais avant d'avoir entendu les propos du ministre de l'Industrie et du Commerce lors de cette séance du comité des finances, je ne me rendais pas compte à quel point le sort du dollar lui est totalement indifférent.

Replaçons la question dans le contexte. On dit parfois qu'il est bon que la valeur du dollar diminue parce que cela rend nos exportations plus concurrentielles.

**Une voix:** Très juste.